sommaire



compte-rendu des activités électroniques

actualités de mars 2001

att@c n°6 courriel

courriels n°215 à 223 mars 2001

Courriel d'information n°215 du 02/03/2001 « Tout est à vendre »

1- Brèves d'OMC.
Les privatisations vues comme une mesure idéologique avant d'être une mesure économique… Pas d'inquiétude ce n'est pas l'OMC qui arrive encore à cette conclusion. Pourtant la réalité commence à les encercler.

2- La vente des Amériques.
Toutes les ventes ne rapportent pas aux entreprises surtout quand elles sont petites ou moyennes. Les entrepreneurs eux aussi commencent à s'organiser face aux mercenaires des multinationales.

3- La vente des égouts.
Eh oui du guidage aérien aux réseaux… on en arrive aussi aux égouts. Pourquoi ? Cela rapporterait ? Non pas directement. Cela tient plus de circuits d'évasion fiscale organisés entre autres par une banque suisse en Hollande pour les multinationales américaines.

4- La vente du Maroc.
Ne vous inquiétez pas on ne va pas le laisser aux ricains, anciennes colonies obligent, alors c'est Vivendi qui s'y colle. Et cela ne change strictement rien.

5- La vente d'Internet.
Qu'est qu'il y a à vendre dans Internet ? Vous ! Et pour ce faire on n'hésite pas à vous surveiller de très près. A quand les caméras et les micros dans votre frigo ? Eh bien quand Internet y pénétrera bien entendu. En attendant la chasse est ouverte.

6- ZLEA. Sommet des Amériques.
On se demande si les forces de l'ordre seront là pour protéger ou empêcher... en tous cas on se prépare à vendre cher notre liberté

7- Nous ne vendrons plus la santé.
Le lundi 5 mars journée mondiale de mondialisation contre l'industrie pharmaceutique. Nous vous invitons à agir.

Courriel d'information n°216 du 06/03/2001 « Menaces »

1- 17 avril – Journée internationale des luttes paysannes. *Alors qu'en Europe les logiques productivistes et libérales à l'œuvre ont montré leur limite de façon critique et évidente, depuis des années des mouvements paysans dans le monde tentent de proposer une autre voie. Il est temps de les rejoindre au moins une journée, le 17 avril. Prenez contact.*

Les dix limites de l'initiative PPTE

En juin 1999 au G7 de Cologne, les argentiers du monde s'étaient engagés à répondre positivement à la pétition de 17 millions de signatures (la plus grande de toute l'histoire de l'Humanité) déposée par la coalition Jubilé 2000 : 90% de la dette des pays pauvres devaient être annulés au cours de l'année 2000, grâce à l'application de l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés). L'effort annoncé s'élevait à 100 milliards de dollars. Plusieurs pays annoncèrent jusqu'à 100% d'annulation. Pourtant, derrière ses effets d'annonce se cache une initiative complexe n'aboutissant pas à une réduction significative de l'endettement et de la pauvreté des pays pauvres…

1- Une logique contre-productive

L'initiative PPTE vise à rendre la dette des PPTE "soutenable" (ce qui signifie pour le FMI et la Banque mondiale ramener la valeur de la dette à 150% des revenus d'exportation), ce qui fait que seuls les pays ayant une dette "insoutenable" ont accès à un allégement. Cette logique aboutit à une course à l'endettement, vu qu'un pays réussissant à se désendetter est exclu de l'initiative (ce fut le cas du Bénin et du Sénégal dans l'initiative originale), tandis qu'un pays laxiste s'endettant entrera dans les conditions d'accès à un allégement.

2- Un nombre limité de pays éligibles

D'abord, la liste des PPTE se limite à 41 pays dont la dette cumulée ne représente que 10% de la dette du Tiers Monde. Ensuite, seuls les pays jugés "politiquement corrects" ont droit à un allégement. Il en résulte que le nombre de pays élus et la part de dette prise en compte pour un allégement sont très faibles. Début 2001, seul 1,6% de la dette du Tiers Monde est susceptible d'être allégée durant les prochaines années.

3- La majorité des pauvres non concernée

Vu que la liste des pays éligibles pour un allégement se limite à 41 pays, la majorité des pauvres de la planète ne sont pas concernés par l'initiative. En effet, 80% des pauvres vivent dans douze pays (Inde, Chine, Brésil, Nigeria, Indonésie, Philippines, Ethiopie, Pakistan, Mexique, Kenya, Pérou et Népal). Or, seuls le Kenya et l'Ethiopie font partie de la liste des PPTE.

4- Une conditionnalité politique

Seuls les pays jugés "politiquement corrects" par les créanciers sont admis pour un allégement. Cela signifie que des pays de la liste PPTE, comme par exemple le Soudan, n'auront pas accès à l'initiative (car il n'est pas un pays "ami"). La dette est donc toujours utilisée comme un levier géopolitique, ce qui explique que l'Ouganda, allié stratégique des Etats-Unis en Afrique, est le pays recevant les meilleures conditions d'allégement (c'est d'ailleurs le seul pays à être arrivé au terme de l'initiative début 2001).

5- Des conditionnalités économiques contre-productives

L'accès à un allégement est conditionné à l'application de deux phases de réformes d'ajustement allant de trois à six ans. Bien que rebaptisées "cadre stratégique de lutte contre la pauvreté", les réformes économiques restent les mêmes que celles appliquées jusqu'ici au sein des programmes d'ajustement structurel : libéralisation et privatisations massives; austérité budgétaire et fiscalité indirecte élevée; politique économique basée sur le "tout à l'exportation". Aussi, les pays pauvres restent condamnés à l'exode des capitaux (grâce à la libéralisation facilitant l'évasion fiscale et les rapatriements de bénéfices), à l'appauvrissement des populations locales (touchées de plein fouet par la TVA élevée et le démantèlement des services publics) et à la dépendance envers quelques produits d'exportation dont la valeur ne cesse de chuter sur les marchés mondiaux. Quant aux privatisations, elles sont élevées en véritable dogme, sans que leur efficacité ne soit le moins du monde analysée. Pourtant, la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement) note que "selon une étude récente de 53 pays, dont 10 d'Afrique subsaharienne, dans les années 80, l'investissement public aurait été généralement plus productif que l'investissement privé. L'explication donnée était une réorientation des projets d'investissement public vers des emplois plus productifs, ainsi qu'une réduction de la productivité des investissements privés due à l'insuffisance d'investissements publics complémentaires".

6- Un financement aléatoire

Alors que le G7 annonçait un effort de 100 milliards de dollars en juin 1999, on est très loin du compte actuellement : moins de 3 milliards ont été réunis ! Aussi, le financement de l'initiative est encore loin d'être assuré, les pays riches rechignant à appliquer leurs engagements.

7- Des projections de "soutenabilité" irréalistes

Non seulement le niveau de "soutenabilité" est sévère (une dette est-elle soutenable lorsque son service prive les populations locales de santé et d'éducation ?), mais en plus les projections à moyen terme des experts du FMI sont totalement irréalistes. Par exemple, alors que le prix du coton a perdu 46% de sa valeur entre début 1997 et fin 1999, les projections du FMI jusqu'en 2019 pour le Mali se basent sur une augmentation annuelle du prix du coton de 9% !

8- Des allégements homéopathiques et lents

Etant minimes et étalés sur une longue période, les allégements peuvent n'aboutir qu'à des diminutions minimes du service de la dette, voire à une augmentation ! Par exemple, le Mali devra, selon les estimations optimistes du FMI, rembourser 16,1 millions de dollars en 2010 pour 19,7 millions actuellement. La Zambie devrait elle rembourser davantage : de 136 à 220 millions ! Pourquoi ? Car un moratoire de cinq ans sur le remboursement d'un prêt du FMI arrivera alors à échéance. Autre exemple : la Tanzanie ne verrait son service de la dette diminuer que de 7% dans le meilleur des cas. En outre, ces allégements sont étalés sous forme d'aides annuelles étalées sur trente ans en moyenne, ce qui signifie que des chocs extérieurs (chute des cours des matières premières, sécheresse, crise financière, etc.) sont susceptibles d'accentuer l'endettement de ces pays durant cette période. Le rapport 2000 de l'OCDE note ainsi que "la mise en œuvre intégrale de l'initiative ne se traduira pas par une diminution de la valeur (…) de la dette, car les allégements prendront pour l'essentiel la forme de remises d'intérêts et de dons destinés à financer le service de la dette, et non de réductions directes de l'encours de cette dette."

9- Un effort négligeable des institutions financières internationales

Le FMI et la Banque mondiale rechignent à annuler leurs créances, car ils disent avoir besoin de ces fonds pour garantir la stabilité financière internationale et financer le développement. Aussi, le FMI se limite à échanger de vieilles créances contre de nouveaux prêts à faibles taux d'intérêt. Quant à la Banque mondiale, lorsqu'elle renonce à une créance, elle se rembourse par le biais d'un fonds fiduciaire alimenté par ses Etats membres sous forme de prêts. Il ne s'agit donc pas d'annulation, mais de refinancement de vieilles créances que l'on sait impossibles à rembourser.

10- Une impossible démocratie

Alors que les institutions financières internationales ne cessent de prôner la "bonne gouvernance", tous les pays pauvres se limitent en réalité à appliquer leurs programmes, condition nécessaire à un allégement de dette. Comment espérer un pluralisme démocratique dans une telle situation ? L'exemple du Sénégal, qui a élu Abdoulaye Wade pour son slogan "Sopi !" ("changement" en wolof), en fait actuellement la malheureuse expérience : le programme du nouveau président est fort proche de celui de son prédécesseur Abdou Diouf, puisque le FMI et la Banque mondiale étaient déjà au chevet du pays depuis deux décennies.

Les résultats

Début 2001, seuls 22 pays sont pris en considération. Concrètement, seul l'Ouganda a atteint jusqu'ici le terme des deux phases de réformes et a reçu un allégement de 2 milliards de dollars (ce qui représente 0,1% de la dette du Tiers Monde). Même en se projetant dans l'avenir et en prenant en compte l'ensemble des 22 pays "éligibles" pour un allégement, seuls 15% de la dette des PPTE (soit 1,6% de la dette du Tiers Monde) seront au mieux annulés. La pauvreté n'est pas susceptible de diminuer dans de telles conditions…

Selon la CNUCED : "Les espoirs que l'on fonde actuellement sur la mise en œuvre de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) ne sont pas réalistes. L'allégement de la dette envisagé ne suffira pas à rendre celle-ci supportable à moyen terme (…); par ailleurs, l'ampleur de l'allégement de la dette et la manière dont il interviendra n'auront pas d'effets directs majeurs sur la réduction de la pauvreté" (CNUCED 2000, p. 31).

2- Un déferlement commence au Danemark. *Après la Suède, avant la Norvège, le Danemark vient de subir de plein fouet… la déferlante ATTAC. Rapport par l'un des organisateurs du mouvement sur place.*

3- Transparence. *Déclaration de mouvements autour du FMI et de la Banque mondiale.*

4- Brèves d'OMC. *Aujourd'hui la livraison peut se résumer en quatre lettres : AGCS. Tout ce que vous avez voulu savoir sur l'Accord général sur le commerce des services qui menace tous les services. Vous n'avez jamais voulu savoir quoi que ce soit sur l'AGCS ? C'est un tort car après il sera trop tard même pour pleurer.*

Courriel d'information %
n°217 du 09/03/2001
« Je suis dangereux »

1- Mondialisation et ZLEA prennent de l'importance sur les campus. *Aux Etats-Unis depuis quelques années les universités se réveillent politiquement. Les mobilisations de Québec sont l'occasion de faire le point sur les étudiants nord-américains.*

2- Etes-vous dangereux ? *Je suis dangereux. Je suis dangereux. (à répéter 100 fois tous les jours. Ou, si cela vous ennuie, lire avec attention le rapport des services secrets canadiens)*

3- Action féministe contre la mondialisation libérale. *Une initiative autour de Québec à laquelle vous pouvez participer si vous le souhaitez.*

4- Porto Alegre : la renaissance d'une espérance. *Foisonnement, multiplication, élargissement… un point de vue sur le Forum social mondial.*

5- Nouvelles du monde libéral et de nous. *Inde, Afrique du Sud, Etats-Unis et Montpellier en France. Voici quelques brèves autour de résistances… (à suivre)*

6- Révélation$. *Cela se passera bientôt au Parlement européen*

7- Les marchands aiment le web indépendant. *Le Courriel pourrait être sponsorisé, du reste on nous l'a proposé, pour nourrir ses bénévoles ou se payer des enquêteurs… ou bien ceux-ci pourraient exercer leurs talents ailleurs… mais surtout chez Vivendi pour faire valoir leur valeur personnelle. Mettons les pieds dans le plat.*

Courriel d'information n°218 du 13/03/2001 « La Belgique bâillonne Attac »

1- ATTAC Vlaanderen interdit de réunion publique. *« Les objectifs d'ATTAC sont en conflit avec ceux de l'organisme » c'est en ces termes que la direction de la salle annule une réunion publique à Gand qui devait se tenir samedi dernier. Il faut dire qu'auparavant les services de police de l'état belge avaient fait le nécessaire pour que le droit de réunion soit dénié à l'association. Cet acte constitue une atteinte très grave aux droits les plus élémentaires des citoyennes et des citoyens à l'orée de la présidence belge de l'Union européenne.*

2 et 3 – Tous à Montréal et tous à Buenos Aires contre la ZLEA. *Bien entendu nous ne pourrons y être toutes et tous… mais ce titre est l'occasion de saluer nos lectrices et lecteurs de 110 pays différents qui sont inscrits à ce journal électronique et consultent notre site Internet… et plus particulièrement les Argentins et les Canadiens. Alors pour Montréal c'est le 29 mars (avant la fin avril) et pour Buenos Aires du 5 au 7 avril.*

4- STOP à l'AGCS. *Voici le texte en français d'un appel international qui a été lancé voici peu de temps. Il est ouvert à la signature des organisations uniquement.*

5- Tout savoir sur les IFI. *Vous habitez Lyon, Rennes, Paris, Montpellier ou Poitiers ? Vous pouvez donc participer à une journée et demie de formation autour du FMI et de la Banque mondiale.*

6- Brèves d'OMC. *L'étau se resserre sur les ménages américains. Des pays du Sud exigent des garanties et des avancées avant tout nouveau Round. D'autres informations encore…*

Courriel d'information n°219 du 16/03/2001 « Rencontre au Mexique »

1- Rencontre entre le commandant de l'EZLN, ATTAC et la Confédération paysanne. *Lorsque le sous-commandant Marcos rencontre José Bové et Bernard Cassen…*

2- Le projet Guerre des Étoiles, "bras armé de l'économie mondialisée". *L'espace va devenir un nouvel enjeu dans la course… A quoi au juste ? Certainement pas au progrès.*

Le PNUD ne dit pas autre chose : "La dette continue d'être un frein au développement humain et à la réalisation des droits de l'homme. (…) L'initiative d'annuler le service de la dette en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) n'a jusqu'ici eu qu'un impact limité. (…) De nouvelles mesures, introduites en 1999, cherchent à fournir un allégement plus rapide et plus important en visant la réduction de la pauvreté. L'allégement de la dette reste toujours loin derrière les intentions et les promesses. Il est urgent que la mise en place de ces programmes s'accélère dans tous les pays et que de nouvelles initiatives soient mises en œuvre pour que la réduction de la dette ait une incidence sur le développement humain" (PNUD 2000, p.120).

Arnaud Zacharie - CADTM / e-mail cadtmcontact@skynet.be

} **Courriel d'information n°219 du Vendredi 16 mars 2001**

17 avril – Journée internationale des luttes paysannes

Le 17 avril nous commémorons la Journée Internationale des luttes paysannes, date qui rappelle le massacre de 19 paysans du Mouvement des Sans Terre (MST) du Brésil, le 17 avril 1996, alors que se déroulait la deuxième Conférence International de la Via Campesina à Tlaxcala, Mexique. Pour plus d'information sur le 17 avril ou les positions de la Via Campesina SVP contacter dans votre région les membres de la Comité de Coordination Internationale de la Via Campesina : (…) *Europe - CPE Tel: ++32.2.217 3112 Fax: ++32.2.218 4509 e-mail: cpe@cpefarmers.org Page web de la Via Campesina http://www.viacampesina.org*

La Via Campesina se mobilisera le 17 avril pour une Journée de protestation au niveau international. Nous protesterons ce jour-là contre les importations de produits agricoles à bas prix qui détruisent la production alimentaire locale, et contre les OGM et les brevets.

Via Campesina invite tous les secteurs à participer à cette journée contre les politiques neo-libérales, pour un projet alternatif, et une vie digne pour tous.

NON AUX IMPORTATIONS ALIMENTAIRES A BAS PRIX

Nous appelons à protester contre la politique forcée d'ouverture de nos marchés aux importations à bas prix qui détruisent la production alimentaire locale et augmentent encore plus la misère et la famine dans les milieux ruraux. Nous appelons à protester contre une politique qui fait des paysan(ne)s, des peuples indigènes des déplacés dans leur propre pays, ou des travailleurs clandestins de la production intensive industrielle. Nous dénonçons l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en tant qu'outil antidémocratique au service des multinationales qui nous impose la politique de "libéralisation" des marchés. Les accords de "libre"-échange et de l'OMC dans le domaine de l'agriculture ont dévié la production domestique vers la production intensive d'exportation, qui fait basculer des millions de paysans et peuples indigènes vers la faillite totale.

OUI A LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Via Campesina lutte pour la souveraineté alimentaire en tant que premier principe de formulation de politiques agricoles qui assurent une production paysanne diversifiée de produits sains, avec des prix qui rémunérent les paysans, la réactivation des politiques de réforme agraire, des régulations des marchés pour éviter les excédents et l'arrêt de l'industrialisation de la production agricole. Via Campesina exige l'exclusion de l'OMC de toute négociation concernant la production et les marchés alimentaires.

NON AUX OGM ET AUX BREVETS

Nous dénonçons les OGM en agriculture parce qu'ils sont nuisibles pour les agriculteurs, les consommateurs et l'environnement. Nous protestons contre les brevets et les "semences mortes" qui donnent des plantes avec des semences non fertiles, ce qui veut dire que les paysan(nne)s et producteurs sont obligé(e)s de les acheter chaque année. De ce fait, nous sommes dépendants des multinationales qui finalement nous excluent de la production. Il n'est pas possible que cette richesse et diversité créée par les paysans se convertisse en propriété privée de quelques entreprises multinationales.

OUI AUX SEMENCES PAYSANNES

En ce qui concerne les semences, les droits paysans ont un profond caractère historique: ils existent dès que l'homme a créé l'agriculture à fin de pourvoir à ses besoins. Ces droits restent valables, car nous préservons la biodiversité, et nous les ratifions par le renouvellement permanent et l'amélioration des ressources. Nous sommes ceux qui protègent les ressources génétiques en agriculture. Nous sommes les dépositaires de l' effort et des connaissances de ces générations qui ont créé cette diversité biologique agricole et c'est pour cela que nous exigeons d'être reconnus dans notre droit.

Via Campesina propose que, concernant les semences, soient reconnus les droits des paysans participer au contrôle et au pouvoir de décider le futur des ressources génétiques. Il faut abolir les brevets sur le vivant et faciliter l'établissement de règles juridiques différentes qui respectent le caractère collectif de ces droits et qui respectent le libre accès aux ressources génétiques. Il faut interdire les semences mortes et autres technologies qui empêchent les paysans de reproduire leur propre semence.

A Porto Alegre, pendant le Forum Social Mondial, nous avons vu qu'un projet alternatif à la politique néo-libérale est possible. A Porto Alegre, nous avons travaillé avec les autres secteurs à la construction de cette alternative et aux luttes à mener pour y parvenir. Le 17 avril a été défini comme un des événements au niveau international pour articuler cette lutte.

C'est pourquoi nous vous invitons tous à participer à cette journée d'action à fin de fortifier notre projet commun, pour avancer avec notre alternative au service des peuples et contre les politiques néo-libérales. Seulement tous ensemble nous pourrons avancer !

Nous appelons aux actions déterminées :

• aux frontières et douanes pour y protester contre les importations
• contre les cultures transgéniques
• contre les multinationals qui nous imposent des brevets, les transgéniques et les importations à bas prix.
• contre les gouvernements des pays exportateurs qui encouragent les politiques de dumping.

MONDIALISONS LA LUTTE, MONDIALISONS L'ESPOIR !

Communiqué de presse de *Via Campasina* du 1er mars 2001

} **Courriel d'information n°216 du Mardi 6 mars 2001**

Premier sommet international pour l'accès aux médicaments génériques anti-VIH

3 - 7 mai 2001, Ouagadougou

Constats

A l'échelle planétaire, le VIH-sida se situe parmi les cinq principales causes de mortalité et est devenu, en moins de 10 ans, la première cause de mortalité en Afrique subsaharienne.

Rien que l'année dernière, 2,8 millions de personnes sont mortes du SIDA, le taux de décès le plus élevé jamais enregistré en une seule année depuis le début de l'épidémie. Sur les 34 millions de personnes touchées par cette maladie dans le monde, 95 % vivent dans les pays en voie de développement, dont plus des deux tiers sur le continent africain

Le sida est l'un des révélateurs les plus forts des carences sanitaires des pays du sud, soulignant une fois de plus les inégalités de plus en plus grandes entre le Nord et le Sud. Il est un frein important au développement, désagrège les liens sociaux traditionnels. (pour un tableau détaillé de la pandémie, voir le rapport annuel de l'Onusida).

3- Brèves d'OMC.
Que se passe-t-il lorsque une association porte plainte contre le représentant du commerce américain ?… Une affaire à suivre. Bien entendu d'autres informations.

4- Les dix limites de l'initiative PPTE.
Derrière les effets d'annonce de l'annulation de la dette des pays les plus endettés quelle est la réalité ?

5- Premier sommet international pour l'accès aux médicaments génériques anti-VIH.
Le premier article d'une série de plusieurs autour du problème à l'accès aux thérapies dans les pays du Sud. Les multinationales, heureuses de pouvoir exercer leur pouvoir, le font au détriment de la santé publique.

Courriel d'information n°220 du 20/03/2001 « Sauvons la Taxe Tobin » 

1– 7 jours pour sauver la taxe Tobin.
Il y a urgence. La taxe Tobin ne doit pas disparaître purement et simplement du champ officiel de l'ONU. Nous comptons sur vous pour la soutenir.

2- Premier sommet international pour l'accès aux médicaments génériques anti-VIH.
Vous pourrez prendre connaissance de quelques constats au sujet de l'accès au soin et de l'importance qu'il revêt à l'échelle de continents entiers. Vous trouverez aussi les moyens de signer une pétition mise en circulation par Médecins sans frontière.

3- La mondialisation face aux mobilisations citoyennes.
Nous vous proposons un instantanée des différentes campagnes qui se déroulent en ce moment même en Europe dans lesquelles ATTAC est particulièrement active.

4- Petites leçons de Corée…
Des syndicalistes coréens sont venus en France pour rechercher leur patron « parti avec la caisse » alors que leur entreprise est à la limite de la suffocation. Le gouvernement coréen n'avait même pas lancé un mandat d'arrêt international… depuis leur séjour en France c'est chose faite.

5- Le Courriel d'information s'étoffe.
Les informations dont vous profitez deux fois par semaine se déclinent maintenant de différentes façons. Nous espérons que ces nouvelles publications vous permettront de rester toujours mieux informés.

Courriel d'information n°221 du 23/03/2001 « C10 H16 N5 O13 P3 »

1- C10 H16 N5 O13 P3. *C'est pourtant si simple… [AZT]*

2- Pressions exercées contre les pays du Sud. *Alors que certains pays développent de réelles politiques d'accès aux soins, des pressions multiples sont exercées contre eux afin qu'ils fassent marche arrière* (…).

3- Le médicament n'est pas une marchandise. *Des syndicats de grands groupes pharmaceutiques prennent position.*

4- 4 jours pour sauver la taxe Tobin. *Nous comptons encore sur votre mobilisation afin de continuer à faire pression* (…).

5- ATTAC nordique*. Le succès d'ATTAC dans les pays scandinaves se confirme.*

6- Argentine: hier la dictature des militaires, aujourd'hui celle des marchés. *Un groupe local d'Argentine vous invite à célébrer un triste anniversaire.*

7- Education, Culture, Santé : des droits fondamentaux bafoués ? *En France alors qu'on annonce « l'ouverture » de Gaz de France aux actionnaires, qu'un rapport de l'INSEE annonce qu'avec 3000 FF par mois on est riche, quelques services publics s'effritent selon le principe bien connu : pas de crédit donc pas efficace donc on privatise*

8- Les paysans à la pointe du combat contre la mondialisation néolibérale. *N'oubliez pas le 17 avril. Et si vous n'aviez pas retenu dans nos articles précédents ce qu'il se passe, lisez celui-ci.*

Courriel d'information n°222 du 27/03/2001 « Nom de code Tia »

1- Vive la finance ! *Le 28, diverses mobilisations ATTAC vont marquer, en France, à leur manière, la finale des Masters de l'économie, jeu financier organisé par la banque CIC à l'intérieur des collèges et lycées. Mais la City (bourse de Londres) contre-attaque et vient de sortir son arme secrète : elle porte le nom de code TIA (…)*

2- L'effet Tia. *Ne croyez pas pouvoir bien comprendre l'ampleur de ce nouveau cyclone qui nous vient du R-U sans avoir lu le 1er article. Attendez vous à une surprise…*

3- L'ère de Frankenstein. *Dans quelle époque vivons-nous?Nous venons d'entrer dans le 21e s. et pourtant le bricolage scientifique tient lieu de raison supér.. Il faut dire qu'il se targue d'un dieu doré, la bourse.*

Dans les pays du sud, les programmes de lutte contre le sida sont principalement fondés sur la prévention et ignorent le plus souvent les soins à apporter aux personnes infectées. Or l'un des moyens de rendre la prévention vraiment efficace et d'enrayer la pandémie est de soigner les personnes atteintes.

Il n'existe pas encore de traitement pouvant guérir les personnes touchées par le VIH, ni de vaccin pour le prévenir. Nous disposons aujourd'hui uniquement de médicaments, les antirétroviraux, qui retardent le développement du sida, prolongent la vie des personnes atteintes. Les traitements combinés de médicaments antirétroviraux posent un problème particulier : développés essentiellement pour la vente dans les pays riches, de conceptions très récentes, leur prix est prohibitif pour les habitants des pays pauvres.

Pour nous, l'accès à des traitements efficaces est un droit pour tous sans distinction de revenu : la santé n'est pas une marchandise !

Les intérêts des personnes touchées par le VIH doivent primer sur ceux des marchés financiers.

Des moyens d'actions

Nous devons agir sur plusieurs champs pour permettre un meilleur accès aux traitements antirétroviraux dans les pays du Sud. Cela ne réglera pas, seul, les problèmes auxquels nous confronte la pandémie... mais y contribuera pour beaucoup.

Des campagnes comme celle d'Agir Ici, de MSF, l'action d'associations comme Act-Up ou Consumer Project on Technology proposent des pistes pour agir au niveau des acteurs internationaux : laboratoires pharmaceutiques, Etats et institutions internationales.
Les acteurs internationaux des campagnes de lutte contre le sida

Parmi les principaux bailleurs de fonds internationaux des campagnes de lutte contre le sida, nous retrouvons les Pays riches comme les Etats-Unis, la France, l'Union européenne, des organismes financiers comme la Banque mondiale et des institutions comme l'ONUSIDA. Leurs actions sont principalement basées sur la prévention en délaissant l'accès au soin, les moyens alloués ne sont pas à la hauteur de la situation. Nous pouvons faire pression sur eux, leurs demander des comptes…

L'industrie pharmaceutique

Les laboratoires pharmaceutiques qui fabriquent les médicaments antirétroviraux sont en situation de monopoles, détiennent les brevets de ces derniers et fixent les prix en fonctions des capacités de paiement des pays développés. Dans une logique de profit exacerbée par la pression des marchés financiers, ils adaptent recherches, productions et ventes en fonction de la rentabilité immédiate de ces dernières, délaissant par exemple les besoins des pays les plus pauvres.

Ils sont situés principalement aux Etats-Unis et en Europe. Nous devons leurs demander de permettre la production locale de leurs médicaments sous licence obbligatoire ou de vendre leurs médicaments à des prix adaptés aux pays du Sud.

L'OMC

Dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, l'Accord sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (Accord sur les ADPIC, Agreement on TRIPS en Anglais), protège au niveau mondial les brevets industriels dont ceux sur les médicaments déposés par les grands laboratoires pharmaceutiques.

Tout pays désirant intégrer l'OMC doit accorder sa législation nationale en matière de propriété intellectuelle avec les normes minimales définies par l'ADPIC. la règle de base consiste en la protection par brevet de 20 ans aux inventions de produits et procédés, dont les médicaments. En ce qui concerne les traitements antirétroviraux, les groupes pharmaceutiques occidentaux sont en situation de monopole, prenant ainsi en otage les pays pauvres.

L'ADPIC comporte pourtant quelques brèches utilisables par ces pays.

Dans le cadre de cet accord sont instituées des dérogations possibles au strict contrôle de ces brevets par leurs propriétaires : elles permettent l'organisation de licences obligatoires Ces dernières permettent à un Etat d'autoriser, en raison de l'intérêt public, la production locale d'un médicament en ne versant que de faibles royalties au détenteur du brevet, ce qui lui permet d'obtenir, en raison du faible coût de production dans le domaine pharmaceutique, des médicaments meilleur marché.

Actuellement, des Etats qui tentent d'appliquer ce droit (Inde, Thaïlande, Afrique du Sud, Brésil) sont menacés de rétorsions commerciales de la part des Etats-Unis, où se trouvent les principaux laboratoires pharmaceutiques.

Ce droit est pourtant légitime quand il s'agit de répondre à un problème aussi grave que celui du sida. Mais les pressions exercées par l'industrie pharmaceutique par l'intermédiaire des gouvernements des pays du Nord, le caractère flou et propice à de multiples interprétations de certains points de l'ADPIC, l'ignorance de nombreux pays du Sud de leurs droits en la matière font des licences obligatoires un droit fragile. Il doit être défendu lors des négociations de l'OMC.

L'accord ADPIC permet aussi, de manière dérogatoire et limitée, les importations parallèles, auxquelles tout Etat peut recourir. Leur intérêt est de permettre à un Etat d'importer des médicaments de marque à partir d'un pays où ils sont moins chers. Cette mesure s'appliquerait davantage au traitement des maladies opportunistes du Sida, les médicaments antirétroviraux étant pour l'instant partout vendus à des prix hors de portée des pays du Sud.

Groupe thématique « Santé », Marseille / e-mail sante.marseille@attac.org

AGIR TOUT DE SUITE

Parce que la protection des vies humaines doit passer avant celle des brevets, Médecins Sans Frontières vous demande de soutenir les efforts menés par l'Afrique du Sud pour rendre les médicaments essentiels plus accessibles à sa population, en signant cette pétition
http://www.paris.msf.org/msf/Content/News.nsf/03ec78cc75046063c12567f4005c5674/b0589b6385180078c1256a09006704be?OpenDocument

S'INFORMER PLUS

Le comité local Attac Haut-Rhin (68) propose un texte sur "La relation entre la spéculation financière et l'impossibilité d'accès aux soins pour la majeure partie des personnes touchées par le VIH". Voir sur le site d'Attac l'intervention de Jean-Marie Vigouret et le texte proposé par Attac Haut-Rhin à l'adresse **http://www.attac.org/fra/index.html**, dans la rubrique "proposition" au titre "Comment permettre aux habitants des pays en voie de développement de bénéficier des thérapies anti-VIH actuelles ?".

Campagne Agir Ici (1° décembre 1999 au 31 mars 2000). Un suivi de la campagne permet aujourd'hui de connaître les prises de positions, les décisions effectives prises par les destinataires de la campagne. A suivre sur leur site
http://www.globenet.org/agirici/campagnes/sida/index.html

Le rapport annuel de l'ONUSIDA , à consulter et télécharger (nécessite Acrobat Reader):
http://www.unaids.org/epidemic_update/report/Epi_report_Frn.pdf

Un dossier du Diplo (dont l'article de Philippe Rivière repris dans Attac info n°150), avec de nombreux liens utiles **http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/sida/**

La page de la campagne de MSF pour l'accès au médicaments essentiels
http://www.paris.msf.org/msf/content/News.nsf/43a57aa5a7366e3d4125672a00784c11/48b47f94ecadd49dc125690d003010de?OpenDocument

L'intervention de Denis Pingaud de MSF aux Assises d'Attac à La Ciotat (24/10/1999)
http://www.attac.org/fra/toil/doc/msf.htm

La page "Propriété intellectuelle et Santé" de Consumer Project on Technology (en anglais), association crée par Ralph Nader
http://www.cptech.org/ip/health/

Act-up Paris, avec en particulier ce communiqué de presse
http://www.actupp.org/news/news_2000/news_13072000.html

} **Courriel d'information n°220 du Mardi 20 mars 2001**

4- Brèves de Russie. *Comme chaque mois des nouvelles de ce pays.*
5- Le principe de la demande implicite. *Une mise au point experte sur les relations entre le service public et le privé. Marchand, non-marchand… rentable, dispendieux ? Lisez pour sortir de la pensée unique.*
6- Barcelona 2001. *Voudriez-vous participer au jugement public de la Banque mondial ? Alors rendez-vous fin juin à Barcelone.*
7- Pétition « Le médicament n'est pas une marchandise ». *Si les multinationales sont incapables de pourvoir aux besoins de l'humanité alors passons-nous en !*

Courriel d'information n°223 du 30/03/2001 «Histoire d'eau & d'éducation»

1- L'effet Tia. *Quelques précisions sur l'information que nous vous donnions à propos de l'Argentine lors de notre dernier numéro.*
2- C'est notre Rhône. *Un collectif s'est mis en place autour du projet de privatisation de la production hydroélectrique dans le pays rhodanien. De fait il s'agit tout autant d'électricité que d'environnement, d'emplois que d'eau potable. Vous pouvez agir.*
3- La résistance à la privatisation de l'eau grandit. *Cela se passe au Brésil et pourtant compte tenu des faits, cela pourrait se dérouler autour du Rhône. Là aussi on tente de s'organiser et de résister. Là aussi on entreprend des actions. Quand on évoque une "même logique marchande" d'un bout à l'autre de la planète, en voici une démonstration concrète. Agissez pour aider la résistance !*
4- Vers la construction d'un Marché européen de l'Enseignement supérieur ? *Vous n'avez sans doute pas entendu parler de la déclaration de Bologne… pourtant si nous ne faisons rien elle pourra déboucher sur la privatisation du système éducatif universitaire. Les ministres de l'éducation se réunissent en mai à Prague.*
5- Crise de confiance dans les universités australiennes. *L'Australie est en avance sur l'Europe. Son université est déjà privatisée. Evidemment… le savoir disparaît dans la privatisation. Cet article est aussi intéressant car il ne provient pas de nos réseaux militants habituels, mais de l'Amb. de France dans ce pays.*
6- Brèves d'OMC. *L'e-commerce est-il soluble dans la société ? Bien entendu d'autres nouvelles du monde du commerce international.*

PÉTITION

SUD CHIMIE - Syndicats des Travailleurs Solidaires, Unitaires et Démocratiques de la Chimie / Union Syndicale G10 – SOLIDAIRES

Le Médicament n'est pas une marchandise !

LES TRUSTS PHARMACEUTIQUES, DONT L'OBJECTIF EST DE MAXIMISER LE PROFIT

} **attaquent les programmes permettant de soigner à moindre coût des populations défavorisées**

} **programment la destruction d'unités entières de fabrication de médicaments et la liquidation de milliers d'emplois**

ILS SE REVELENT INCAPABLES DE SATISFAIRE LES BESOINS DE L'HUMANITE

DES MESURES D'URGENCE S'IMPOSENT !

Les trusts mondiaux de la pharmacie révèlent leur véritable visage en poursuivant devant les tribunaux de Prétoria le gouvernement sud africain. Ce dernier s'est donné les moyens législatifs de procurer des médicaments génériques à prix raisonnables aux 4 millions de sud-africains atteint par le HIV. Les médicaments commercialisés par les grands trusts coûtent 20 000 dollars par an et par patient. Un traitement générique permet d'abaisser ce coût entre 350 et 600 dollars.

De même au Brésil, les trusts pharmaceutiques américains s'adressent à l'OMC pour empêcher le gouvernement brésilien de soutenir la production de traitements à un prix nettement inférieur à ceux commercialisés par ces trusts. Le programme soutenu par le gouvernement brésilien a pourtant permis de soigner gratuitement 90.000 personnes et de faire reculer la mortalité due au VIH de 50%.

De façon plus générale, l'industrie pharmaceutique ne répond que partiellement aux besoins de la population mondiale en médicaments. Un rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) établit que 16 millions d'hommes de femmes d'enfants meurent chaque année à la surface de la planète parce qu'ils manquent de médicaments. Les traitements existent ; les médicaments ne sont pas fabriqués car considérés par les trusts comme insuffisamment rentables.

Les trusts de l'industrie pharmaceutique concentrent leurs capitaux sur les médicaments qui se vendront aux Etats-Unis, en Europe, au Japon (80% des ventes mondiales de médicaments). Ils délaissent la recherche et la production des médicaments permettant de lutter contre les maladies infectieuses, parasitaires ou orphelines.

L'objectif avoué de ces trusts est de créer de la valeur pour l'actionnaire. Ils se révèlent donc incapables de satisfaire les véritables besoins de l'humanité en médicaments.

Cet objectif principal se traduit par des suppressions d'activités, de postes de travail, des fermetures programmées d'usines de productions.

L'usine de production d'Aventis Rhône-Poulenc Biochimie, située à Elbeuf en Seine-Maritime, subit de plein fouet cette politique. Rhône-Poulenc Biochimie, premier producteur mondial de vitamine B12, a fabriqué plusieurs types d'antibiotiques durant sont histoire. Aujourd'hui, les orientations d'Aventis, se traduisent par la sous utilisation des capacités de productions : la moitié des appareils reste désespérément vides. Ces orientations risquent de conduire demain à la disparition pure et simple de cet outil de production, accompagnée de la suppression de centaines d'emplois. Et cela à l'heure même où les besoins en médicaments sont dramatiquement mis en évidence. Si les trusts pharmaceutiques se révèlent incapables de satisfaire les besoins de l'humanité en médicaments, des mesures d'urgence s'imposent.

C'est pourquoi, nous en appelons à tous les citoyens, associations, organisations, représentants politiques à intervenir pour imposer des solutions humaines, rationnelles et d'avenir face à l'incapacité des trusts pharmaceutiques de satisfaire les besoins vitaux de l'humanité en médicaments, car guidé par le seul souci de profit maximal et immédiat.

Les signataires de la pétition s'adressent au gouvernement français et au parlement européen pour mettre en œuvre, par tous les moyens utiles, des mesures permettant de satisfaire les véritables besoins de l'humanité en médicaments.

Et notamment :

- l'attribution de subventions, aides, ... aux seuls projets de recherche et de développement présentant une véritable utilité sociale.
- l'obligation pour les trusts pharmaceutiques d'utiliser une partie au moins de leurs formidables bénéfices dans des programmes de développement et fabrication de médicaments utiles et indispensables. Les listes des productions utiles pourraient être élaborées en concertation avec les organisations non-gouvernementales.
- la réquisition des unités de fabrications qui ne sont pas utilisées afin de fabriquer les médicaments qui font défaut aujourd'hui.

NOM ....Prénom .... signature ?

Adresse ....

....

Association, organisation, entreprise ....

+ à renvoyer à SUD CHIMIE - 67 rue Saint Julien 76100 Rouen France ou FAX : 02 35 87 39 25 ou e mail : sud.rpb@wanadoo.fr